

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1050<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Jeudi 9 novembre 1961,  
à 15 heures

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Page
Points 88 et 22 de l'ordre du jour:	
La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite) . .	651
Assistance à l'Afrique (suite):	
a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance . . . . .	

**Président:** M. Mongi SLIM (Tunisie).

## POINTS 88 ET 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/4859, A/4889, A/4915, A/4944, A/4954, A/4959, A/4960, A/L.354, A/L.355) [suite]

Assistance à l'Afrique (suite):

a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance (A/L.357)

1. M. WACHUKU (Nigéria) [traduit de l'anglais]: Comme notre délégation l'a annoncé, je m'occuperai avant tout du deuxième point de notre ordre du jour, c'est-à-dire de la partie a du point 22: "Assistance à l'Afrique: programme des Nations Unies pour l'indépendance". Après quoi j'aurai certainement l'occasion de parler de notre projet de résolution [A/L.357].

2. Les deux points jumelés que nous examinons ont leur petite histoire, qui remonte à certains incidents de la quinzième session. L'Assemblée générale se rappelle en effet que la résolution 1514 (XV) a eu pour origine la déclaration de l'Union soviétique et son projet de résolution<sup>1/</sup> qui demandait la suppression des colonies du monde entier. Les Etats africano-asiatiques ont repris la proposition soviétique et l'ont remaniée sous la forme d'un projet de résolution; la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale était donc en fait le résultat de ce remaniement africano-asiatique. Cette résolution est une déclaration de caractère général, mais elle ne précise pas par quelles méthodes on pouvait abolir le colonialisme.

3. A la même session, le représentant des Etats-Unis a, dans une lettre<sup>2/</sup> au Secrétaire général, proposé pour l'Afrique un programme spécial. Plus tard, après la reprise de la session, la délégation des Etats-Unis a déposé un projet de résolution<sup>3/</sup>, elle l'avait également adressé au Secrétaire général.

4. Ce programme, intitulé: "Afrique: programme des Nations Unies pour l'indépendance et le développement", concernait particulièrement les Etats africains. Les représentants qui se trouvaient alors à la Première Commission ont certainement gardé le souvenir du désaccord qui m'a opposé au représentant des Etats-Unis. Quand nous avons entendu sa déclaration, nous avons eu l'impression qu'il n'avait pas fait une proposition concrète, et qu'il était assez injuste de nous demander de prendre l'initiative, car ce n'était pas de nous que venait la proposition. A la suite de cette discussion, les Etats-Unis ont fait une nouvelle proposition, que nous avons reprise, car on nous défiait de prendre l'initiative; j'ai eu l'honneur de présider le Comité de rédaction à qui l'on doit le projet de résolution qui figure dans le rapport que la Première Commission<sup>4/</sup> a adressé sur ce point à l'Assemblée générale lors de sa quinzième session.

5. Le projet de résolution qui est venu devant la Première Commission traitait de deux sujets différents. Le texte était en deux parties: la partie A traitait de l'indépendance, la partie B ne traitait que du développement économique. Un passage de la partie A n'était pas pour plaire aux grandes puissances, spécialement à celles qui ont des colonies en Afrique. Je veux parler du paragraphe essentiel, le paragraphe 3 de la section A du projet de résolution, qui est ainsi conçu:

"Charge la Quatrième Commission de mettre au point, au moyen d'un dispositif approprié, des modalités précises, et de fixer notamment des dates limites, pour la mise en application de la résolution 1514 (XV), en particulier du paragraphe 5 de la déclaration qui y figure".

6. En d'autres termes, les puissances coloniales ne voulaient pas fixer de date limite. Le paragraphe mentionné, le paragraphe 5 de la déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV), est le suivant:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

7. Le projet de résolution des Etats africains n'est pas venu en discussion à ce moment-là, pour deux raisons. L'une était la question des dates limites, comme je l'ai déjà dit, et l'autre était la proposition de créer une banque africaine de développement. Les grandes puissances n'étaient pas très satisfaites de ces deux importantes propositions; c'est pourquoi

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour, document A/4502.

<sup>2/</sup> Ibid., point 88 de l'ordre du jour, document A/4515.

<sup>3/</sup> Ibid., document A/4515/Add.1.

<sup>4/</sup> Ibid., document A/4747.

L'Assemblée a reporté à sa seizième session l'examen du point auquel se rapportait le projet de résolution. Comme je l'ai signalé, la forme même de ce texte ne conviendrait plus maintenant, car nous mentionnions certains organes subsidiaires de l'Assemblée qui auraient rempli certaines fonctions et auraient fait rapport à l'Assemblée à la présente session. L'Assemblée n'ayant pas discuté le projet de résolution, ne l'ayant donc ni adopté ni rejeté puisqu'elle en a différé l'examen, les organes en question n'ont pas pu fonctionner. Quand cette question de l'assistance à l'Afrique est revenue à l'ordre du jour de la présente session, nous avons constaté qu'elle était divisée en trois: nous discutons ici la partie a du point 22, tandis que les parties b et c du point 22 ont été renvoyées à la Deuxième Commission.

8. Comme le représentant des Etats-Unis avait défié les Etats africains de prendre l'initiative, comme j'avais participé à l'initiative du projet de résolution, et comme je savais qu'une des pierres d'achoppement était précisément la question des dates limites, ma délégation n'a évidemment pas dormi sur ses deux oreilles. Il ne nous échappe pas que l'on ne peut résoudre aucun problème relatif aux questions coloniales de l'Afrique sans prendre en considération le Gouvernement britannique. Quiconque se figure qu'il peut faire une déclaration ici et ne pas tenir compte du Royaume-Uni perd son temps. On ne peut pas voter l'indépendance de tous les pays d'Afrique sans prendre en considération le Royaume-Uni. Connaissant ses particularités et ses réactions habituelles, nous savions que la seule chose à faire était de négocier et de discuter avec lui. C'est ce qu'a fait mon pays pendant l'intervalle. Si le Gouvernement britannique s'est constamment refusé à envisager toute idée de dates limites, la Nigéria a eu pourtant la chance de l'amener à admettre qu'il faudrait au moins fixer une date au-delà de laquelle il ne subsisterait en Afrique aucun vestige des colonies. J'ai bien dit: "en Afrique", sans spécifier tel ou tel territoire. J'insiste sérieusement là-dessus, parce que l'interprétation qu'une certaine propagande a donnée du projet nigérien a eu des conséquences très fâcheuses.

9. Au début de la présente session, avant que la Nigéria n'ait officiellement déposé son projet de résolution [A/L.357] pour distribution à tous les Membres, nous en avons donné connaissance, comme il est normal, à d'autres Etats africains en sollicitant leurs observations; mais je dois dire qu'au lieu de susciter des critiques objectives et constructives, cela a fait naître ici une sorte de sinistre propagande qui laissait entendre que la Nigéria avait retardé de 10 ans l'indépendance des Etats d'Afrique. Ce bruit m'a semblé particulièrement injuste. Mais, comme il semblait se propager, tout ce que ma délégation pouvait faire était de déposer le texte officiellement, pour que toutes les délégations puissent en prendre connaissance une fois qu'il serait traduit dans toutes les langues officielles. C'est ce que nous avons fait.

10. Je dois dire que les allégations dont je viens de parler ont trouvé leur écho dans les débats. Mardi 7 novembre, au cours de la discussion générale, M. Lapine, représentant de l'Union soviétique, a fait les remarques suivantes:

"Certains prétendent qu'il faut reculer de 10 ans, en Afrique par exemple, la date de liquidation du colonialisme. Mais cela signifierait que nous devons accepter que le peuple du Sud-Ouest africain subisse encore pendant des années la barbarie moyenâgeuse des racistes sud-africains; que les peuples du

Kenya et de la Rhodésie du Nord vivent dans un régime de terreur et d'oppression. Pouvons-nous l'admettre? Certes non. Nous trahirions notre devoir à l'égard de l'humanité si nous ne nous opposions pas à la persistance du système colonial." [1048ème séance, par. 80.]

11. C'est parce que certains avaient intensifié leur propagande contre le projet de résolution, parce qu'ils en avaient faussé le sens de propos délibéré, que le représentant de l'Union soviétique a été amené à faire cette déclaration, dont on ne peut certes pas dire qu'elle s'inspire du texte du projet nigérien.

12. Qu'y a-t-il dans ce projet de résolution? Si l'on examine le préambule et si l'on en compare le texte et le texte des différents paragraphes à la série de résolutions que l'Assemblée a adoptée sur le colonialisme, on s'apercevra que l'Assemblée en a déjà, sous une forme ou une autre, accepté tous les termes, de même que le préambule. Ainsi, personne ne saurait s'opposer sérieusement au préambule, puisque son texte peut se retrouver dans les documents de l'Assemblée générale. La seule innovation d'importance se trouve au paragraphe 1 de la déclaration qui en constitue le dispositif, et que je vais lire pour que personne n'ait de doute sur sa teneur. Je lis depuis le dernier considérant:

"Fermement convaincue que tous les peuples d'Afrique ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national,

"Proclame solennellement:"

Le paragraphe 1 se lit comme suit:

"Que tous les territoires et peuples coloniaux, dépendants ou non autonomes d'Afrique doivent accéder à l'indépendance d'ici au 1er décembre 1970 au plus tard".

13. "D'ici au 1er décembre 1970 au plus tard", cette déclaration concerne expressément l'Afrique. On a appelé cette période de 10 ans "la décennie africaine". La Nigéria ne veut pas qu'il soit dit que "décennie africaine" n'était qu'un mot, elle ne veut pas que ces 10 ans se passent sans être effectivement la "décennie africaine". Le projet de résolution dit que "d'ici au 1er décembre 1970 au plus tard", toute l'Afrique doit être complètement libre et indépendante. On notera que nulle part le projet de résolution n'énumère des territoires, que nulle part il ne fait mention d'un seul territoire non autonome d'Afrique.

14. Nous sommes bien entendu assez réalistes pour comprendre qu'on ne peut pas arriver ici à des conclusions sur la date où tel pays doit devenir libre et indépendant, en ne tenant compte que des facteurs historiques. Bien des facteurs sont à prendre en considération. Il faut consulter les dirigeants politiques des régions intéressées. Après tout, ce sont eux qui gouvernent ces régions, et non pas nous. Il faut aussi consulter les puissances qui ont autorité sur ces régions, parce qu'elles sont intéressées à toute l'affaire. L'Assemblée a adopté beaucoup de résolutions qui concernent l'Afrique du Sud, à propos du Sud-Ouest africain. Quel en a été le résultat? L'ONU n'est pas un gouvernement et n'a pas le pouvoir d'imposer sa volonté à aucun de ses membres indépendants. L'Assemblée adopte une résolution, sans plus; les conséquences varieront selon que l'Etat Membre est capable ou non de s'acquitter des obligations que lui fait la Charte et de se plier aux décisions de l'As-



semblée générale. Quand ce pays refuse de reconnaître l'autorité des Nations Unies et d'appliquer les décisions de l'Assemblée générale, on n'y peut rien, sinon revenir ici et dire que ce pays-là a refusé de se plier à la décision. L'autre jour encore, quand nous avons dit qu'il fallait censurer l'Afrique du Sud, c'était un tollé. On a dit que nous étions en train d'essayer d'enlever à l'Afrique du Sud sa liberté de parole. En vérité, nous figurons-nous qu'une simple déclaration faite ici, sans tenir compte des vœux des peuples intéressés ni de ceux des puissances qui ont autorité sur la région, permettrait au peuple d'accéder à l'indépendance? Nous ne saurions croire, en Nigéria, à une telle possibilité.

15. Qu'avons-nous fait à cet égard? Tout ce que nous demandons, c'est que l'Assemblée générale, considérant sa résolution 1514 (XV) ainsi que la proposition faite par les Etats-Unis et acceptée par les Etats africains (l'assistance à l'Afrique fait l'objet d'un point spécial de notre ordre du jour; l'Afrique est donc le premier continent à considérer; c'est d'ailleurs celui où il y a la majorité des colonies), déclare explicitement à sa seizième session, sans attendre la dix-septième ou la dix-huitième, qu'à une date donnée, et cela au plus tard, le continent tout entier sera libre et indépendant.

16. La déclaration est d'ailleurs rédigée de façon que nul obstacle ne puisse s'opposer à l'indépendance d'un territoire qui serait prêt, à tel ou tel moment, à devenir indépendant.

17. L'intention de cette déclaration est aussi que, dès l'instant où les Nations Unies l'auront adoptée et dès l'instant où le Royaume-Uni se sera engagé, les Etats africains se verront automatiquement obligés de travailler ensemble, par l'intermédiaire des nationalistes de la région intéressée, et avec les puissances coloniales en cause, pour faire en sorte que cette résolution particulière s'applique sur le continent africain.

18. Il ne faut plus que les Africains viennent ici faire une déclaration et s'aperçoivent ensuite que l'on n'a rien fait pour y donner suite. Chacun d'entre nous sera appelé à aider en quelque manière à soulager nos frères des difficultés, des épreuves et des tribulations qu'ils connaissent en Afrique. On demandera sa contribution à chacun d'entre nous. Chacun d'entre nous sera appelé à proposer un plan positif pour la libération de l'ensemble de l'Afrique. Voilà ce dont nous avons besoin.

19. Je tiens à répéter qu'en déposant ce projet de résolution, la Nigéria estime qu'il faut en Afrique une évolution méthodique et pacifique. Nous n'avons pas de fusées, nous n'avons pas de canons, nous n'avons pas les moyens techniques et scientifiques de développer nos immenses ressources. Nous avons relativement peu de spécialistes qualifiés, eu égard aux dimensions de notre continent, qui puissent s'occuper de développer nos ressources. Nous voulons empêcher la subversion à l'intérieur de notre continent. Nous voulons que les conflits idéologiques s'arrêtent aux frontières de notre continent. Toutes ces réalisations ne peuvent s'accomplir dans le désordre.

20. Je crois nécessaire que nous tirions du Congo la leçon qui s'impose. Je sais par expérience personnelle ce qui s'est passé là-bas. Ici aussi, à l'Assemblée, nous avons suivi de près les événements à mesure qu'ils se déroulaient.

21. Quand on examine la question des colonies africaines, on découvre que, dans le nord-ouest du con-

continent, entre la Mauritanie et le Maroc, se trouve un petit territoire que l'on appelle le Sahara espagnol. Je suis sûr que les nationalistes qui s'y trouvent n'aiment pas que l'on appelle ce territoire Sahara espagnol. Puis, au large, il y a les Canaries. Un peu plus bas, entre le Sénégal et la Guinée, il y a un autre petit territoire que l'on appelle la Guinée portugaise et, dans une enclave, au Sénégal, se trouve la Gambie. Puis, au large de la Nigéria, il y a les îles de Fernando Poo et de São Tomé. En face de ces îles se trouve le Rio Muni, sous domination espagnole. Puis, à l'estuaire du Congo, on trouve Cabinda, qui est entre les mains du Portugal, et juste au-dessous du Congo, il y a l'Angola, puis le Sud-Ouest africain et, à la pointe extrême du continent, il y a l'immense territoire colonial de l'Afrique du Sud.

22. Ensuite, sur la mer Rouge, près de son débouché sur le golfe d'Aden, on trouve la Somalie française. Puis nous trouvons l'énorme bloc colonial qui comprend le Kenya, l'Ouganda, le Ruanda-Urundi, le Tanganyika, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland, la Rhodésie du Sud, le Betchouanaland et le Mozambique. Viennent ensuite les enclaves dans la République sud-africaine — car ce pays s'appelle maintenant République sud-africaine —, enclaves qui ont nom: le Souaziland, le Bassoutoland, le Pondoland et le Barotséland. Parmi ces territoires, l'Ouganda, le Kenya, le Tanganyika, la Rhodésie du Nord et celle du Sud, le Nyassaland, le Betchouanaland, le Bassoutoland, le Souaziland, le Pondoland, le Barotséland se trouvent sous l'autorité du Royaume-Uni.

23. Un regard sur la carte d'Afrique vous permettra de constater que les régions en question la traversent de part en part. D'un côté, il y a l'Angola, le Sud-Ouest africain et le Congo, puis de l'autre, en bordure de la mer, il y a le Mozambique et tous les territoires que j'ai énumérés du Kenya jusqu'au Betchouanaland, et qui forment une sorte de vallée entre deux rangées de montagnes.

24. Quand on parle de la libération des colonies, il est tout à fait évident, quand on a la carte sous les yeux, que, si les colonies doivent être libérées, tout doit être fait en liaison avec le Gouvernement britannique, puisqu'il domine ces vastes régions. S'il doit y avoir pression, c'est sur ce gouvernement qu'il faut l'exercer. Si des négociations et des conversations doivent avoir lieu, c'est avec ce gouvernement. Pour ce qui est de l'Angola, c'est avec le Portugal qu'on doit traiter, et il en va de même pour le Mozambique. En ce qui concerne le Sud-Ouest africain, nous sommes en pourparlers avec l'Afrique du Sud depuis plus de 10 ans, mais sans résultat.

25. On a dit que notre projet de résolution condamne ces peuples à attendre encore 10 ans, ce qui n'est pas. C'est ainsi que, pendant que je parle, les représentants du Kenya sont à Londres en train de négocier leur indépendance avec les représentants du Gouvernement britannique. S'ils réussissent autour d'un tapis vert à obtenir l'indépendance pour l'année prochaine, la Nigéria en sera très heureuse et fera tout son possible pour les aider dans cette entreprise. Nous croyons que le Kenya pourrait être indépendant l'an prochain.

26. Les trois groupements sociaux du Kenya doivent parvenir à s'entendre. Il faut que les deux partis africains se réconcilient; il faut aussi prendre des mesures pour protéger les minorités et faire qu'elles ne vivent pas dans la terreur. En d'autres termes, il faut que le pouvoir passe à la majorité et qu'il y ait

en même temps assez de garanties dans la constitution pour assurer la sécurité de la minorité. C'est, à notre avis, la condition de la paix en Afrique. Le reproche que nous faisons à l'Afrique du Sud est que le pouvoir est aux mains d'une insignifiante minorité qui ne veut pas respecter cette loi.

27. Nous apprenons de même que, après des négociations autour d'un tapis vert, les représentants de l'Ouganda et ceux du Royaume-Uni ont déclaré que l'Ouganda serait indépendant en octobre 1962. Nous sommes heureux de ce résultat.

28. Nous savons tous que le mois prochain, le 9 décembre 1961, le Tanganyika deviendra indépendant, et ma délégation sera heureuse et fière de voir ce nouvel Etat devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies.

29. La Rhodésie du Nord, le Nyassaland et la Rhodésie du Sud ont subi certaines modifications constitutionnelles, ce qui a suscité certains malentendus en Rhodésie du Nord. L'accord a pu se faire sur un certain plan, après quoi, le chef du gouvernement fédéral, sir Roy Welensky, s'est rendu à Londres où ont été prises certaines décisions arbitraires qui étaient contraires à ce qu'attendait le dirigeant de la majorité du peuple nord-rhodésien, M. Kaunda, qui n'a pas hésité à protester. Il en est résulté des difficultés et des troubles dans le territoire. Mon gouvernement n'a pas hésité à faire savoir au Gouvernement britannique que nous ne pouvions tolérer cette situation, où le vote de 3 millions d'habitants serait égal à celui de 72 000 autres. C'est de la mauvaise arithmétique; il faut donc faire certains changements pour répondre aux vœux des dirigeants de la majorité, tout en sauvegardant comme il convient les droits de la minorité.

30. Je suis persuadé à ce propos que les élections auront lieu en avril 1962, comme prévu, si l'on apporte à la Constitution les changements voulus. Nous ne doutons pas que, comme cela a été le cas au Nyassaland, où le Dr Banda a été victorieux aux élections, à une énorme majorité, M. Kaunda et son parti n'obtiennent la majorité en Rhodésie du Nord. Bien entendu, nous sommes d'avis que le pouvoir doit passer à la majorité et qu'il faut des garanties pour la minorité. Cette politique correspondrait à celle que nous suivons en Nigéria. Nous voulons que cette région évolue dans l'ordre. Nous ne pouvons pas ignorer qu'il y a là des colons dont les intérêts vont très loin; on ne peut pas les exterminer. Il faut résoudre le problème humain; il n'y a pas de baguette magique qui puisse le résoudre du jour au lendemain. Nous ne nous dissimulons pas que ces points sont délicats.

31. Il y a aussi, dans la Fédération rhodésienne, la Rhodésie du Sud qui donnera plus de fil à retordre que la Rhodésie du Nord, car le pouvoir y est entre les mains des colons qui paraissent pencher vers le racisme sud-africain. Mais il semble qu'un vent nouveau commence à y souffler: j'ai lu récemment que les femmes des colons prennent l'initiative et commencent à faire preuve d'amitié envers les Africains au milieu desquels elles vivent. Elles s'efforcent de s'habituer à l'idée que ce sont des êtres humains de la même communauté, et avec lesquels elles doivent vivre. Quiconque constate une telle transformation a le devoir, je crois, de l'encourager. Ces gens sont venus vivre en Afrique et ils veulent y être heureux. Tant qu'ils voudront bien reconnaître les droits de la majorité, je ne vois aucune raison pour que ceux de leur minorité ne soient pas également garantis. Telle

est l'attitude de la Nigéria à l'égard du développement de notre continent.

32. Il y a eu quelques changements. Jusqu'ici, les Africains n'ont jamais eu de représentants. Mais le Gouvernement a décidé que, dans une chambre de 65 sièges, je crois, les Africains en occuperont 15. Il s'agit là d'un progrès indéniable, mais chacun sait qu'il n'est pas à la mesure de nos aspirations. On ne peut pas avoir une majorité dominée par une minorité. Il faut faire pression sur le Gouvernement britannique, qui exerce l'autorité suprême sur ce pays, pour qu'il y prenne des mesures conformes à la tradition britannique.

33. Nous en arrivons, après la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud, au Betchoualand, territoire qui est également sous la protection du Royaume-Uni. Le Betchoualand touche à l'Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain. J'ai énuméré soigneusement ces territoires car l'indépendance aurait pour cette région au moins deux conséquences. Nous avons cherché une solution au problème du Sud-Ouest africain; nous venions de chercher une solution au problème du racisme de l'Afrique du Sud. Or, un coup d'œil à la carte nous enseigne que, si cette région entière devient indépendante, le Betchoualand aura une frontière commune avec le Sud-Ouest africain et la majorité noire de l'Afrique pèsera de tout son poids sur l'Afrique du Sud. Je ne vois pas comment elle pourrait résister à cette pression très longtemps; elle sera obligée de changer de politique. Nous pouvons voter des résolutions année après année, la politique raciale de l'Afrique du Sud ne changera que lorsque tous les pays dont je viens de parler auront leur indépendance.

34. On a proposé de donner l'indépendance à tous ces pays l'année prochaine. Cela part d'une bonne intention, je le sais; mais, est-ce réalisable? Et si oui, est-ce de l'intérêt de la communauté africaine? Prenons le cas du Sud-Ouest africain. Nous avons lu le rapport. Qui dirige le Sud-Ouest africain aujourd'hui? Ce n'est pas la majorité. Supposons que nous lui accordions l'indépendance; à qui donnerons-nous ainsi le pouvoir? N'est-ce pas précisément à ceux qui oppriment aujourd'hui la majorité? Ne serait-ce pas condamner la majorité à une complète servitude pour un temps indéterminé? Si demain vous accordez l'indépendance au Sud-Ouest africain, si cet Etat vient siéger ici comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, y aura-t-il un moyen d'intervenir dans ses affaires intérieures pour transformer la condition de la majorité noire du pays? "Indépendance immédiate", c'est très joli sur le papier. Mais ceux qui ont analysé la situation du pays avec les meilleures intentions du monde n'ont pas assez tenu compte du facteur humain. C'est l'Afrique. La situation du Sud-Ouest africain est terrible, c'est vrai. Mais nous voulons trouver un moyen qui permette à notre organisation, en collaboration avec les Etats africains et les puissances coloniales intéressées, de mettre en place un dispositif pratique pour transmettre le pouvoir à la majorité en sauvegardant les intérêts de la minorité, au lieu de nous contenter de jeter l'indépendance à la tête du peuple: en agissant ainsi, on croit faire quelque chose pour les Africains, alors qu'en réalité on les vend comme esclaves.

35. Pour en revenir à la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, supposons que vous lui accordiez l'indépendance aujourd'hui. Il y a là-bas un gouvernement, à la tête duquel se trouve sir Roy Welensky.



A qui, dans ces conditions, transmettriez-vous le pouvoir? A sir Roy Welensky? Que ferait son gouvernement? Il a autorité sur l'armée et la police, a tous les moyens d'écraser l'opposition, puisqu'il n'y a personne pour aider l'opposition. Tout ce que demande le projet nigérien, c'est une déclaration. Si les Nations Unies la font, le Royaume-Uni sera forcé de collaborer avec les autres Etats d'Afrique et avec les dirigeants des régions intéressées, et ils pourront ensemble mettre sur pied un dispositif pour chaque territoire. Voilà pourquoi nous nous sommes abstenus, de propos délibéré, de mentionner nommément aucun territoire.

36. Nous ne pouvons pas, siégeant ici, fixer une date pour l'Ouganda, une date pour le Kenya, une autre pour la Rhodésie, une autre encore pour ce que l'on appelle le Sahara espagnol. Les dirigeants de toutes ces régions sont dispersés un peu partout. Nous voyons sans cesse les chefs politiques du Sud-Ouest africain venir ici pour présenter quelque requête à la Quatrième Commission. Certains dirigeants sont à New York, d'autres sont à Londres, d'autres sont en visite à Lagos, d'autres s'en vont à Accra, d'autres encore à Conakry. Nous le savons bien. Il faut rassembler tous ces gens-là afin qu'ils puissent, autour d'une table, élaborer un programme pour leur pays. Ce sont eux, après tout, les chefs de ces territoires. La Nigéria n'a aucune ambition territoriale. Elle ne veut voir naître dans aucun territoire d'Afrique un nouvel impérialisme africain. Elle ne veut pas qu'aucun territoire d'Afrique s'empare d'un autre territoire, si petit qu'il soit. Et c'est pourquoi elle estime qu'il faut donner aux Etats africains l'occasion de siéger ensemble et de définir une politique pour leur propre continent. Si c'est pécher que de vouloir cela, c'est un glorieux péché, et la Nigéria est fière de le commettre.

37. Une fois de plus, je voudrais que mes frères africains se souviennent de ce qui s'est passé au Congo. Quand vient le moment de l'indépendance, ceux qui étaient frères d'armes dans la lutte pour l'indépendance deviennent ennemis dans la lutte pour le pouvoir; c'est inévitable. Nous avons vu cela au Congo. Et si trop de mains, au Congo, se sont tendues vers l'assiette au beurre, n'était-ce pas sous l'influence de forces extérieures? C'est ce que j'ai dit en parlant à la presse. Si l'on jette l'indépendance à la tête du pays, sans préparation sérieuse ou sans assurer formellement au pays l'aide des Etats africains déjà Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de pays amis dans toutes les parties du monde, comment être sûr qu'il ne se trouvera pas des gens pour chercher à opposer les dirigeants les uns aux autres, de façon à pécher en eau trouble? C'est ce qui s'est produit au Congo, et c'est une des raisons pour lesquelles un des dirigeants du Congo a trouvé la mort: on l'avait bien mal conseillé. Nous voulons éviter cela. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire disparaître nos propres dirigeants africains. Nous devons les protéger pour leur permettre de servir leur pays.

*M. Ortiz Martín (Costa Rica), vice-président, prend la présidence.*

38. Il y a aussi le commerce des idéologies. On a dit que la personnalité africaine doit se projeter. Mais comment une personnalité pourrait-elle se projeter si elle ne s'est pas affirmée? Il faut que je raconte une histoire qui déplaira peut-être à certains. En mai et en juin 1961, les envoyés d'un pays d'Europe méridionale

sont venus à Stanleyville, ont ramassé une centaine d'écoliers de plus de 6 ans et les ont emmenés. L'Organisation des Nations Unies a été au courant de l'affaire. En était-il de même du Gouvernement congolais? Quel était le but visé? Si ces enfants sont tenus éloignés de leur pays jusqu'à l'âge de 21 ans, seront-ils encore Congolais? Veut-on les élever dans certaines idéologies incompatibles avec leurs propres articles de foi?

39. Il faut nous prémunir contre pareils dangers. C'est pourquoi notre objectif actuel doit être l'accession systématique des pays africains à l'indépendance, accession organisée par les Etats africains eux-mêmes, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et les pays amis. Nous ne devons pas permettre que l'Afrique resserve de champ de bataille aux grandes puissances.

40. Nous voulons abolir le colonialisme une fois pour toutes. Il ne faut pas que le colonialisme sorte par la porte et rentre par la fenêtre sous une autre forme. Voilà le but du projet nigérien. Nous voulons protéger l'Afrique contre les rivalités internes.

41. On voudra bien se rappeler que dans mon intervention dans la discussion générale [1031ème séance], j'ai posé, au nom de mon gouvernement, trois conditions que nous voulions voir le Portugal remplir en ce qui concerne l'Angola et le Mozambique: le Portugal doit reconnaître le principe de l'indépendance des régions qui sont sous son autorité; le Portugal doit reconnaître la légitimité des dirigeants politiques de ces régions; et le Portugal, s'il désire s'assurer la bonne volonté de la population de ces régions, doit être prêt à mettre au point le dispositif qui permettra de transmettre le pouvoir aux dirigeants de ces régions. Le Portugal n' imagine même pas que ces peuples puissent devenir indépendants. Comment pouvons-nous songer à conférer l'indépendance à l'Angola l'an prochain? Voulons-nous remettre entre les mains du Portugal les Angolais que nous prétendons vouloir délivrer? Comment pouvons-nous songer à donner immédiatement l'indépendance au Mozambique? Voulons-nous le remettre entre les mains du pays qui l'administre actuellement? L'Organisation des Nations Unies n'a aucun moyen d'imposer l'indépendance à un pays. Connaissions-nous d'ailleurs les dirigeants de ces pays? Comment pouvons-nous savoir si le Portugal ne choisira pas les gens qui lui plaisent en déclarant: "Voilà les chefs"? Comment pouvons-nous savoir si le Portugal ne va pas rentrer par la petite porte pour reprendre le pouvoir?

42. Le but du projet de résolution est donc de créer un dispositif qui permettra aux Etats indépendants d'Afrique de surveiller étroitement l'évolution des régions qui ne sont pas encore indépendantes.

43. A propos de l'indépendance, on a employé pendant une douzaine d'années l'adjectif "immédiat". Le mot a perdu toute signification. Chez nous, en Nigéria, "immédiat" ne veut pas dire que l'on va mettre l'affaire au garde-meuble. C'est pourquoi le paragraphe 2 de notre projet de résolution déclare:

"Que des mesures immédiates doivent être prises d'urgence dans tous les territoires coloniaux, dépendants ou non autonomes d'Afrique, pour préparer les peuples de ces territoires à assumer l'entière gestion de leurs affaires d'ici à 1970".

44. Cela ne veut pas dire qu'il s'agisse d'atermoyer. "Préparation" ne signifie pas qu'il faut renvoyer tout le monde au cours préparatoire. Par "préparation", ne

faut-il pas entendre l'élaboration de diverses constitutions? Ce mot signifie que les peuples eux-mêmes, par l'entremise de leurs partis politiques ou de tout autre organe politique prendront l'initiative de gouverner leur territoire. On ne gouverne pas en restant dehors. C'est en gouvernant que l'on apprend à gouverner. Tel est le sens que nous donnons au mot "préparation". Cela ne veut pas dire qu'il faut mettre à l'université toute la population d'une région et que la région ne deviendra indépendante que lorsque tous ses habitants seront diplômés. Quelle absurdité! La plupart des chefs politiques n'ont jamais été à l'université. Mon père, par exemple, n'a jamais été à l'université, mais il a gouverné. "Préparation", comme je l'ai dit, ne signifie pas nécessairement aller à l'école secondaire ou à toute autre école du type occidental. Cela ne veut pas dire que, pour gouverner, il faille connaître l'anglais, le français, l'allemand ou le russe. Quelqu'un peut gouverner selon ses propres traditions, mais il faut qu'il soit préparé à mesurer les responsabilités du pouvoir. Il ne faut pas prendre le pouvoir pour détruire ceux que l'on est censé servir. Voilà ce que nous entendons par "préparation" en Nigéria.

45. Quand les Etats d'Afrique se sont réunis à Monrovia<sup>5/</sup>, ils ont fait certaines déclarations communes. Ils ont reconnu que, si l'on veut vivre en Afrique dans la paix et la tranquillité, il faut résoudre certains problèmes fondamentaux. Un d'entre eux est celui de la compréhension mutuelle. Par suite du régime colonial, on parle français dans certaines régions d'Afrique, anglais dans d'autres. On nous a tenus séparés. Il faut maintenant que nous puissions communiquer entre nous. Les moyens actuels de communication, par route ou par téléphone, ne sont pas suffisants. Il faut les développer. Un grand nombre d'entre nous se rencontrent pour la première fois aux sessions de l'Assemblée générale. Les Etats africains entendent profiter de leur indépendance pour instaurer la compréhension mutuelle et pour collaborer en matière économique, culturelle, scientifique et technique ainsi qu'entre gouvernements.

46. La Conférence des Etats d'Afrique doit reprendre à Lagos, capitale de mon pays. Si l'Assemblée adopte le projet de résolution, fixant ainsi la date au-delà de laquelle on ne peut pas différer l'indépendance de l'Afrique, nous avons l'intention de proposer à la Conférence des Etats d'Afrique de fixer la date de l'indépendance des différentes contrées intéressées. Nous comptons inviter à cette conférence les chefs politiques de ces différentes régions, de façon à connaître de première main la situation qui est la leur. Combien d'entre nous ont-ils visité ces territoires ou les connaissent-ils pratiquement?

47. Nous avons délibérément laissé pendante la date exacte à fixer pour l'indépendance de chacun des territoires. Avec des plans soigneusement élaborés et bien exécutés, certaines de ces régions deviendront évidemment indépendantes en moins de cinq ans; d'autres ne mettront pas plus de cinq ans à le devenir. Mais nous ne devons pas oublier l'Angola, le Sud-Ouest africain et le Mozambique. Le Gouvernement britannique a déjà pris des engagements de principe en ce qui concerne l'indépendance des territoires qui sont sous son influence. Le Portugal a-t-il pris les mêmes engagements? L'autre jour, j'ai lu dans la presse que le Gouvernement des Etats-Unis avait déclaré qu'il était partisan de ce plan progressif. N'est-ce pas que

notre idée fait son chemin, si les deux plus grandes puissances occidentales se sont mises d'accord pour accepter le principe d'une date limite pour l'indépendance de l'ensemble du continent africain, et non pas pour tel ou tel pays? Ayant pris cet engagement de principe, ces deux puissances ne peuvent donc pas refuser une date particulière que les Etats africains auront fixée après entente avec les dirigeants des territoires intéressés. Ce serait trop de présomption de fixer une date pour un pays avant d'avoir consulté ses dirigeants. Et nous n'en avons pas l'intention.

48. Mais nous avons raison, nous Etat indépendant, de songer à une évolution ordonnée et pacifique, à une évolution harmonieuse de notre continent au cours de ces 10 années, et de penser que la fin de cette décennie verra la fin du colonialisme en Afrique. Nous avons raison de l'affirmer, et de prévoir en même temps une certaine marge. Qu'arrivera-t-il, en effet, si nous fixons la date de 1963 et si rien n'est encore fait à cette date? Les peuples ne se sentiront-ils pas profondément déçus? Supposons que nous fixions la date de 1965 et que rien ne se soit encore fait à cette date; qu'arrivera-t-il? On m'a souvent demandé: "En vertu de quoi pouvez-vous fixer une date donnée? En vertu de quoi pouvons-nous proposer que l'Afrique tout entière soit indépendante au plus tard le 1er décembre 1970?"

49. La réponse est que nous fixons ces dates à la lumière de notre expérience nigérienne, et parce que nous sommes certains que les Africains pourront s'organiser pendant cette période et mettre au clair la situation du continent. Si l'on doit en arriver à une épreuve de force, si elle est inévitable, on ne l'évitera pas. Mais combien y a-t-il aujourd'hui en Afrique d'Etats qui, fiers de leur indépendance toute neuve, soient aussi en mesure d'organiser leur économie et leurs ressources de telle manière qu'elles aient pour d'autres pays de la valeur et de l'utilité? Si, au moment où ces pays reçoivent leur indépendance, nous ne pouvons pas les aider, ils chercheront de l'aide d'un autre côté. C'est alors qu'en cherchant une aide ils risquent de tomber dans certains pièges, les pièges mêmes que nous voulons éviter.

50. Ce sont quelques-uns des points que nous avons en tête quand nous avons réfléchi à cette situation. J'ai évité soigneusement de faire une proposition d'ensemble au sujet des colonies. Que l'on ne croie pas un instant que la Nigéria ne s'intéresse pas au problème général de l'abolition des colonies. Mais, puisque nous avons fait une déclaration générale dans la résolution 1514 (XV), tout autre projet de résolution soumis à l'Assemblée générale devait, à notre sens, proposer un plan concret pour une région donnée et ne pas seulement donner matière aux débats habituels.

51. J'ai écouté certaines des déclarations faites ici; aucune d'elles n'offre un programme tangible et concret pour aucune région; j'excepte la proposition des Pays-Bas [A/L.354]. Le Gouvernement néerlandais a offert ici un plan qui est un sujet de controverse entre le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement indonésien. Il s'agit d'une proposition concrète; mais, je le répète, elle fait l'objet d'une controverse. Je pensais que ceux qui voulaient voir appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale choisiraient une région donnée et diraient: "Nous voulons que ce pays soit indépendant à telle date", qu'ils nous diraient ensuite pourquoi il doit en être ainsi et qu'ils affirmeraient enfin que ce pays est

<sup>5/</sup> Conférence des Etats indépendants d'Afrique (4-8 août 1959).



prêt à l'indépendance. J'ai recherché une déclaration de ce genre dans tous les procès-verbaux, mais sans succès. Je n'ai trouvé que les mêmes vieilles déclarations sur le colonialisme, toujours le colonialisme.

52. Le colonialisme est certainement pour nous quelque chose de très important. J'aurais pensé que la question de l'Algérie ferait l'objet d'une proposition. Dans un projet de résolution<sup>6/</sup>, les Etats africains ont proposé que l'ONU y organise un plébiscite, dont elle surveillerait le déroulement. Mais qu'est-il advenu quand nous avons déposé ici notre projet de résolution? Avons-nous réussi à le faire adopter? N'y a-t-il pas eu des abstentions, et ainsi de suite? Cela prouve à l'évidence que le moment est venu où les Africains devront prendre eux-mêmes l'initiative sur leur propre continent. Il y a maintenant en Afrique assez d'Etats indépendants pour qu'ils puissent se grouper et trouver une solution pour leur continent, une solution et non pas simplement une déclaration générale. Tout ce que nous avons demandé, c'est une déclaration applicable à l'ensemble de l'Afrique, et non à un pays particulier. Mais les détails qui concernent chaque pays, un par un, ce sont les Etats africains qui doivent les recueillir et les analyser en collaboration avec les nationalistes d'autres parties de l'Afrique.

53. Je me suis étendu sur cette question parce que je ne veux pas que l'on répande une propagande mal-faisante contre le projet nigérien, que l'on interprète toute l'affaire de travers et que l'on dise que nous cherchons à condamner les nationalistes africains à 10 ans de servitude en attendant leur indépendance. Il n'y a rien de pareil en aucun endroit de notre projet de résolution. On a toujours eu tendance, parmi les nationalistes, à ne considérer que le côté négatif des questions. Puisque nous avons obtenu notre indépendance, je pense que le moment est venu pour nous de considérer les aspects positifs de l'indépendance et des problèmes qui en découlent. Avec l'indépendance vont nécessairement certaines responsabilités, et nous voulons jalousement préserver l'avenir de notre continent.

54. A l'heure actuelle, beaucoup d'Africains se rendent à l'étranger. Certains y vont pour acquérir des connaissances qui seront utiles à leur pays, et constructives. Mais reconnaissons aussi que d'autres s'éprennent, à l'étranger, de choses inutiles à leur pays. Ils perdent de vue l'avenir de leur propre pays, leurs traditions, leurs parents et amis, et deviennent les agents d'idéologies étrangères et de gouvernements étrangers. C'est pourquoi l'indépendance de l'Afrique ne doit pas être, aujourd'hui, une indépendance purement formelle, mais une indépendance véritable. Les dirigeants actuels de l'Afrique doivent penser à l'Afrique d'abord avant de penser à un pays étranger.

55. Ce que nous voulions faire entendre, en déposant notre projet, c'est qu'il faut tout faire pour prévenir l'intervention étrangère dans les affaires africaines. Il faut tout faire pour écarter de la communauté africaine les dictatures, quelque forme qu'elles prennent. Il faut tout faire pour s'opposer au genre de gouvernement qui ne recherche pas le bien du peuple, mais convoite le pouvoir et le seul pouvoir, au genre de gouvernement qui détruit l'âme et la source de sa force. L'Afrique veut tirer parti de

ses ressources et les développer, restaurer sa culture si longtemps étouffée. Elle veut devenir un bastion de paix dans le monde, mais elle ne peut pas devenir un bastion de paix si le désordre accompagne son indépendance.

56. Je me suis efforcé d'expliquer le sens de notre projet de résolution. Je n'ai pas dit grand-chose de l'autre projet de résolution [A/L.355] que l'Union soviétique a déposé à l'occasion du point 88 de l'ordre du jour, parce que j'estime que ceux qui l'ont discuté en ont assez dit. Dans le présent débat, je me borne exclusivement à l'assistance à l'Afrique et je serai heureux d'entendre toute proposition qu'une autre délégation pourrait faire. Nous l'examinerons d'un œil critique, nous l'analyserons avec objectivité et l'appuierons selon qu'elle coïncidera ou non avec nos propres idées. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous laisser entraîner dans des controverses. Nous ne voulons pas nous engager ici dans des conflits idéologiques. Nous voulons rester sur notre propre terrain.

57. J'ai indiqué le principal point de doctrine qui inspire notre projet de résolution. Personne, que je sache, n'a nié son intérêt; mais on l'a critiqué pour cette question de date. Je demande humblement à toutes les délégations qui croient sincèrement que l'Afrique mérite un peu de paix pour développer ses ressources, qui croient que l'Afrique doit se développer paisiblement, harmonieusement et sans désordre, de voter pour le projet nigérien. La question est très claire et très simple. On nous a demandé de prendre l'initiative: nous avons pris l'initiative. J'espère du moins que mes amis les représentants des pays d'Afrique comprennent maintenant dans quel esprit nous avons rédigé notre projet de résolution.

58. On a soutenu que nous n'aurions pas dû déposer ce projet de résolution avant de nous être assurés de l'approbation de certains. A vrai dire, je ne vois rien dans le règlement qui empêche aucune délégation de déposer un projet de résolution. A mon avis, si l'on dépose un projet de résolution, c'est pour qu'il circule, pour que les autres délégations aient la faculté de l'étudier et de décider de leur conduite à son égard. N'importe qui peut examiner ce projet de résolution, la Nigéria n'y voit pas d'objection; mais elle en voit à une propagande concertée, subversive contre ce projet et à une fausse interprétation de nos intentions. Cela étant maintenant bien clair, je tiens à dire que nous sommes heureux de savoir que le Gouvernement britannique est disposé à appuyer la date limite proposée pour l'Afrique. J'ai bon espoir également que, lorsque des dates limites particulières auront été fixées pour des pays déterminés, en collaboration avec le Royaume-Uni et avec les dirigeants de ces territoires, le Gouvernement britannique appuiera aussi ces dates. Nous le connaissons et nous croyons que, en se retirant de ces territoires, il veut conserver l'amitié et la sympathie des populations qui les habitent.

59. Je crois que l'intention du Royaume-Uni est de continuer à garder des liens d'amitié avec les habitants de ces territoires, de les garder longtemps, et de forger de nouveaux liens d'amitié, fondés non pas sur la domination, mais sur l'association et la compréhension mutuelle. C'est ce genre d'amitié que nous désirons voir s'édifier sur tout le continent africain. Nous n'avons pas d'ennemis. Nous entendons conserver nos amis et en faire de nouveau; mais nous ne voulons nous mettre à la remorque de personne.

<sup>6/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 71 de l'ordre du jour, document A/L.334.

60. Etre indépendant, c'est par définition pouvoir déterminer sa propre politique, ses propres objectifs, pouvoir tirer ses propres conclusions sans avoir à subir l'ingérence de forces extérieures. Notre pays a exercé son droit, en qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies et en toute indépendance, de déposer un projet de résolution, parce que nous sommes persuadés que, si l'on fait ce grand pas sur notre continent, nous découvrirons, vers la fin de ces 10 années, que nous serons bien près de résoudre le problème racial que nous a posé l'Afrique du Sud. Nous savons qu'il y a en Afrique assez d'Etats indépendants pour exercer sur l'Afrique du Sud une pression telle qu'elle ne pourra pas résister à la poussée d'indépendance du continent africain. Nous savons que, si ce projet est adopté, et si les Etats d'Afrique agissent dans l'esprit qui en a inspiré le texte, l'éternelle question du Sud-Ouest africain sera réglée.

61. Je suis certain que, avec l'appui du Gouvernement britannique et du Gouvernement américain, le Portugal sera obligé de changer d'attitude. Le Royaume-Uni est un vieil ami du Portugal; s'il décide que l'heure est venue de faire sonner les cloches de l'indépendance pour l'Afrique tout entière, le Portugal ne pourra pas continuer à cacher sa tête dans le sable. Il devra ressentir le souffle irrésistible du vent nouveau. Que les Etats-Unis, en particulier, qui donnent actuellement à l'Europe occidentale sa force économique, se soient engagés à suivre sur ce point une ligne anticolonialiste, c'est un fait qui ne manquera pas d'avoir des conséquences et des répercussions d'une grande portée pour le Portugal et pour son comportement sur la scène africaine.

62. S'il en est ainsi — et j'attends avec impatience de voir se réaliser ce qu'annoncent les journaux, c'est-à-dire que les grandes puissances fassent une déclaration publique à cet égard —, si ce que je dis est vrai et si tout ce que j'ai dit auparavant est exact, je suis bien certain, si l'Assemblée adopte le projet nigérien, que le continent africain tout entier sera indépendant avant le 1er décembre 1970.

63. M. SUBANDRIO (Indonésie) [traduit de l'anglais]: Le point que nous discutons en ce moment est extrêmement important. L'année dernière, l'Assemblée générale a adopté une déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Elle a solennellement proclamé la nécessité de mettre rapidement fin au colonialisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

64. Il n'est guère besoin de m'étendre ici sur ce que le colonialisme a signifié pour l'humanité. On a prononcé des millions de mots dans cette enceinte pour décrire la condition d'un nombre infini d'êtres humains qui, au cours de centaines d'années, ont eu à souffrir du fléau du colonialisme, de la domination et de l'exploitation de l'étranger. L'histoire de ces êtres humains est une histoire d'oppression et de misère, d'humiliation et d'exploitation. Mais ils ont également connu la guerre et les luttes héroïques pour la liberté.

65. En fait, le colonialisme s'est toujours heurté à la résistance. Plus le colonialisme s'imposait durement, plus forte était la résistance. Les guerres coloniales, même localisées et à petite échelle, sont inhérentes à l'histoire du colonialisme. Ce n'est que grâce à leur supériorité technique et matérielle que les puissances coloniales ont réussi, dans le passé, à imposer leur domination aux populations de vastes régions du globe.

66. Chaque puissance coloniale a fondé des colonies ou des dépendances pour sa commodité particulière. Mais, quand a grandi la résistance à cette domination et à l'exploitation qu'il l'a suivie, elle a pris la forme d'une résistance nationale et d'une lutte nationale pour l'indépendance et la liberté. Tous les habitants de ces territoires asservis étaient liés par un sort et un intérêt communs: se libérer de la servitude coloniale. C'est ce nationalisme, cette force collective d'un peuple qui se considérait comme une entité nationale, que craignaient le plus les puissances coloniales. Et c'est cette force collective, soutenue par l'idéal humain de liberté et de dignité, d'égalité et de progrès, qui est parvenue à conquérir l'indépendance nationale de bien des territoires dépendants.

67. Cependant, lutter pour l'indépendance nationale n'a jamais été facile. Il a fallu surmonter tous les efforts — politiques, économiques et militaires — que les puissances coloniales déployaient pour écraser les mouvements nationaux de liberté, pour anéantir la force collective nationale. Cette lutte s'est toujours heurtée à la politique coloniale: diviser pour régner, à la subversion et même à l'intervention directe dont le but était de briser la volonté et l'unité nationales.

68. Et même l'indépendance une fois conquise, après de durs mais victorieux combats, les puissances coloniales se sont efforcées par les moyens les plus divers, notamment par la conclusion de prétendus accords, de protéger leurs intérêts le plus longtemps possible.

69. Je ne dis là rien de bien nouveau. A beaucoup de membres de cette assemblée, à ceux en particulier qui ont subi les épreuves des luttes coloniales, ces caractéristiques du colonialisme sont familières. Beaucoup, dont l'Indonésie elle-même, doivent encore lutter contre le colonialisme dans leur propre pays. C'est pourquoi nous estimons comme d'une extrême importance que l'Assemblée examine soigneusement et sérieusement ce problème du colonialisme. C'était, et c'est encore une tâche difficile et ardue que d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations, comme le demande la Déclaration adoptée par les Nations Unies.

70. Cette déclaration, dont nous discutons actuellement la mise en œuvre, représente une victoire morale pour toutes les forces anticoloniales. Les puissances coloniales, de leur côté, n'ont pas, dans leur ensemble, appuyé cette déclaration, encore qu'elles n'aient pas pu se permettre de s'opposer directement à l'exigence de la liberté pour tous les peuples et nations encore dépendants. Cela veut dire qu'il faut travailler à l'application de la Déclaration avec tous les moyens politiques et moraux dont nous disposons. Cette tâche réclame notre effort total et concerté.

71. Il serait d'ailleurs inexact de dire que cette déclaration n'a eu aucune influence sur l'attitude des puissances coloniales. Après tout, le colonialisme est une attitude et un état d'esprit. La lutte pour la liberté et la dignité de l'homme, où qu'elle se soit déroulée, a certainement fait apparaître le visage d'un monde nouveau aux yeux de ceux pour lesquels le monde s'était limité jusque-là à leurs propres intérêts étroits. Elle a élargi l'esprit humain. Elle n'a pas émancipé seulement les peuples coloniaux; elle a aussi émancipé les puissances coloniales dans leurs conceptions et leur attitude. C'est une bonne chose. Il faut s'en féliciter.

72. Pourtant, si certaines puissances coloniales ont évolué dans le sens de l'émancipation, d'autres ré-



sistent encore. Elles s'incrument aveuglément et cherchent à résister à la marée de l'histoire. Il est donc du devoir de l'Assemblée d'accélérer le processus d'émancipation et de libération, pour le plus grand profit des puissances coloniales comme pour celui des peuples colonisés. Car la fin du colonialisme n'apporte aux puissances coloniales ni moins de liberté, ni moins de dignité qu'aux peuples anciennement colonisés. C'est là, je crois, le vrai sens de la Déclaration adoptée par les Nations Unies.

73. La Déclaration cherche à améliorer les relations internationales dans l'égalité et la liberté. Elle recherche la paix et la sécurité dans le progrès et le bien-être pour tous. Il y a, on l'a déjà dit, quelque 70 millions d'êtres humains dispersés dans le monde — mais surtout en Asie et en Afrique — qui vivent sous la domination des puissances coloniales ou dans leur dépendance. Cette situation doit prendre fin sans tarder, comme l'exige la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Nous ne pouvons plus atterrir. Tant que des êtres humains souffriront du colonialisme, tant qu'il y aura des gens — peu importe le degré actuel de leur développement social — qui sont privés de leurs droits fondamentaux, le monde ne connaîtra pas de paix. C'est leur manque de liberté, et non pas le degré de leur développement social, qui menace la paix entre les nations. Nous ne le répéterons jamais assez.

74. C'est dans la liberté que doit se faire cette évolution politique et sociale, guidée par les idéaux nationaux et inspirée par la volonté de bâtir une nation forte et unie. Nous ne voulons pas que le colonialisme ne prenne fin que sur le papier. Nous voulons apporter la liberté aux peuples encore dépendants dans des conditions qui leur permettront véritablement de se développer politiquement, socialement et économiquement, en collaboration avec les Nations Unies. Notre propre expérience nous a prouvé que c'est là une tâche d'une immense ampleur.

75. C'est pourquoi ma délégation appuie l'idée de créer, pour mettre en œuvre la résolution 1514 (XV), une commission composée de Membres à qui les aspirations des peuples colonisés sont vraiment familières, et qui les comprennent vraiment. Ceux qui participeront aux travaux de cette commission des Nations Unies devront être imbus de l'esprit de lutte pour la liberté qui anime les peuples colonisés.

76. L'Assemblée n'est pas sans savoir que le groupe africano-asiatique, dont fait partie ma délégation, est en train, après avoir rédigé la Déclaration que l'Assemblée générale a adoptée à sa quinzième session, d'étudier le problème de son application et la possibilité de rédiger un projet de résolution à cette fin — sans préjudice, bien entendu, du projet de résolution de l'Union soviétique [A/L.355], qui mérite toute notre attention. Je voudrais par conséquent me réserver le droit de prendre plus tard la parole sur tous les projets de résolution dont nous pourrions être saisis au titre des points 88 et 22, a.

77. Mon intervention d'aujourd'hui s'adresse plus particulièrement à la déclaration qu'a faite hier [1048ème séance] le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui a ajouté au dossier du présent débat un projet de résolution [A/L.354] qui concerne une partie de mon pays: l'Irian occidental.

78. J'ai écouté très attentivement le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas expliquer, hier, sa proposition — à première vue très généreuse — de

décoloniser le territoire de l'Irian occidental, partie intégrante de la République de l'Indonésie. Pour cela, les Pays-Bas renonceraient à leur autorité et transfèreraient la souveraineté à la population dès que l'ONU pourrait se charger des services administratifs que cette population elle-même est incapable d'assumer actuellement.

79. J'ai été particulièrement frappé d'entendre M. Luns dire que cette mesure des Pays-Bas aurait un caractère unique et nouveau, aucune puissance n'ayant jamais tenté auparavant d'en prendre une semblable.

80. Si nous ignorions ce que sont les relations internationales, si nous n'étions pas aussi familiarisés avec la lutte contre le colonialisme, si nous n'avions jamais entendu parler du violent combat que le peuple indonésien a mené contre les colonisateurs pour gagner son indépendance, et si cette proposition de M. Luns était immédiatement applicable aux colonies que les Pays-Bas conservent encore — comme le Surinam et Curaçao —, je serais le premier à féliciter M. Luns et à lui exprimer mon admiration pour son attitude humaine et anticoloniale. Il mériterait même le prix Nobel de la paix, au même titre que M. Luthuli en Afrique du Sud.

81. Mais un examen plus approfondi de l'apparente générosité des Pays-Bas mène inexorablement à une conclusion bien différente de celle de M. Luns.

82. Tout d'abord — et j'insiste sur ce point —, l'indépendance de l'Indonésie n'a pas résulté d'un généreux cadeau de Noël que nous auraient fait les Pays-Bas. Nous avons gagné notre indépendance au prix d'une guerre cruelle et acharnée, menée de 1945 à la fin de 1949. La lutte pour son indépendance a coûté à l'Indonésie plus d'un demi-million de vies humaines. A cette époque-là, les Pays-Bas disposaient d'une force matérielle supérieure: ils s'en sont servi avec une impitoyable cruauté. Les massacres d'habitants étaient presque quotidiens. Nous avons connu des tribulations sous l'occupation japonaise, mais on peut dire que ce n'était rien en comparaison de la cruauté néerlandaise.

83. Pour ne citer qu'un exemple, je rappelle que le fameux capitaine Westerling a réussi, en l'espace d'une semaine, à tuer 40 000 personnes dans le sud de Célèbes; c'étaient pour la plupart des vieillards, des femmes et des enfants, les jeunes gens en âge de porter les armes ayant gagné la jungle pour organiser la guérilla contre les Pays-Bas. Cet épisode de notre lutte nationale est encore frais dans notre mémoire; chaque année, nous commémorons le massacre du sud de Célèbes, pour rappeler à la population que nous avons acquis notre indépendance au prix de durs combats et de lourds sacrifices.

84. Même après avoir reconnu notre indépendance, à la fin de 1949, les Pays-Bas ont continué leur politique coloniale de subversion contre la jeune république. C'est à leur instigation, et pour diviser l'Indonésie, que s'est proclamée la soi-disant République des Moluques méridionales. En quelques jours, avec nos seuls moyens militaires, nous avons écrasé ce mouvement séparatiste. Les Pays-Bas ont alors fomenté des insurrections de toutes parts et ont à cet effet renvoyé le capitaine Westerling en Indonésie. Il a dirigé contre le gouvernement central un coup de force qui a lui aussi échoué.

85. Après cet échec, les Pays-Bas se sont employés à envenimer le problème de l'Irian occidental, allant jusqu'à faire figurer ce territoire en litige dans leur

constitution, comme faisant partie du Royaume des Pays-Bas. A l'origine, le maintien temporaire de l'administration néerlandaise d'occupation avait constitué une mesure opportuniste, destinée à calmer les réactions intérieures néerlandaises à la suite de la perte de l'Indonésie; mais, par la suite, les Pays-Bas ont entrepris de se servir de ce territoire comme d'une base pour augmenter les difficultés que connaît l'Indonésie et semer la subversion dans d'autres territoires indonésiens.

86. Cette attitude anti-indonésienne des Pays-Bas s'est aussi manifestée dans leur refus constant d'engager des discussions bilatérales sur le fond du problème de l'Irian occidental. Quand on en est venu à des discussions de procédure, les Pays-Bas sont allés jusqu'à faire attendre une délégation indonésienne deux mois durant, aux Pays-Bas, avant de daigner assister à la séance. En outre, pour montrer en quel dédain il tenait les Indonésiens, M. Luns, au cours de la Conférence de Genève, en 1955, s'est soudain absenté pour aller passer quelques semaines de vacances en Méditerranée.

87. Si je mentionne ces faits, ce n'est que pour donner une idée des sentiments violemment anti-indonésiens qui animent le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas. Il saisira toute occasion d'humilier l'Indonésie et le peuple indonésien. De 1954 à 1957, nous avons présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies des projets de résolution d'une extrême modération, dont l'objet était simplement que l'Assemblée recommande des négociations pacifiques entre l'Indonésie et les Pays-Bas sur le problème de l'Irian occidental. M. Luns a refusé même cela, sous prétexte que l'Irian occidental était une affaire intérieure des Pays-Bas. Plus tard, en 1959, les Pays-Bas ont envoyé en Indonésie le porte-avions Karel Doorman, sous le prétexte typiquement néerlandais qu'ils s'agissait de réprimer certains aspects de la politique agressive de l'Indonésie envers les Pays-Bas. Telles se présentent nos relations avec les Pays-Bas depuis la seconde guerre mondiale, en pleine période de décolonisation.

88. Après cette expérience, personne en Indonésie, et je l'espère dans cette auguste assemblée, ne peut considérer comme particulièrement généreuse l'attitude des Pays-Bas à l'égard des problèmes coloniaux. Je présume que M. Luns lui-même doit se sentir gêné de ce qu'il a dit de la nouveauté de la politique de décolonisation désintéressée des Pays-Bas, pour peu que l'on compare ses paroles avec ce qu'il a fait lui-même ces dernières années. J'y reviendrai.

89. En second lieu, si le Ministre des affaires étrangères est vraiment si généreux, d'idées si avancées en matière d'évolution humaine, que n'applique-t-il sa proposition aux colonies néerlandaises de Curaçao et de Surinam, qui attendent jour après jour d'être libérées de la servitude coloniale? Au lieu de cela, il a jugé à propos d'appliquer exclusivement sa proposition au territoire d'un Etat indépendant et souverain, à tout le moins d'un territoire en litige.

90. En troisième lieu, si les Pays-Bas adoptent une attitude généreuse dans la lutte contre le colonialisme, que ne donnent-ils leur appui au peuple de l'Algérie et de l'Angola, dont les fils se sacrifient par milliers dans une lutte héroïque pour la liberté?

91. Il est facile de voir que rien ne demeure de la générosité affichée par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

92. On peut se demander pourquoi, dans ces conditions, les Pays-Bas font soudain leur proposition de prétendue décolonisation d'une partie du territoire indonésien, qu'ils ont réoccupée par la force, même avec l'offre tentante d'un paiement annuel de 30 millions de dollars. D'aucuns diront peut-être que c'est une grosse concession de la part des Pays-Bas. Non, cela n'a rien à voir avec une concession.

93. Tôt ou tard, les réalités de l'heure devaient contraindre le Gouvernement néerlandais à mettre un terme à sa vieille politique coloniale. Cependant, même à cet égard, les Pays-Bas ont du retard sur d'autres puissances coloniales: ne s'accrochent-ils pas à leurs colonies de Curaçao et de Surinam? Et quelles sont les réalités qui ont contraint le Ministre des affaires étrangères à se montrer généreux?

94. C'est, tout d'abord, la pression de l'opinion mondiale, qui réclame l'abolition du colonialisme partout, sous toutes ses formes et manifestations; ce qu'exprime la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. C'est, en deuxième lieu, le danger que les Pays-Bas se voient boutés hors de l'Irian occidental par les forces anticoloniales qui existent en Indonésie même. Car les forces anticoloniales d'Indonésie sont aujourd'hui matériellement en mesure (ce n'était pas le cas il y a quelques années) d'éliminer à bref délai de l'Irian occidental le colonialisme néerlandais.

95. En fait, quoi que nous puissions penser de la politique suivie par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, nous lui devons, nombre d'entre nous aussi bien que moi, une expérience des plus instructives, sinon très constructive; à savoir que nous pouvons affronter et défaire la politique coloniale des Pays-Bas à condition d'appliquer notre force nationale dans sa totalité: politique, économique et militaire. C'est ce que nous appelons la politique du front total.

96. A regret, il nous a fallu affecter à l'achat d'armements une part appréciable de notre revenu national, laquelle en d'autres circonstances, aurait pu aller à la reconstruction nationale ou au bien-être social du peuple indonésien. Mais ce n'est que grâce à cette politique du front total que les Pays-Bas ont commencé à comprendre que leur occupation illégale de l'Irian occidental par la force armée pouvait prendre fin sous l'action des forces de l'Indonésie elle-même. Cette vérité, jointe à la pression qui s'exerce universellement pour la décolonisation, a créé, dans l'opinion néerlandaise, un climat propice à l'abandon de la domination néerlandaise en Irian occidental.

97. Les Pays-Bas ont dénoncé notre politique du front total comme une politique de force. A la lumière de l'histoire de la lutte indonésienne pour l'indépendance, l'Assemblée discerne pourtant sans peine, je l'espère, qui a eu recours à la coercition et à la répression, en vertu d'une supériorité militaire, de 1945 à 1949; qui a eu recours à la coercition et à la répression en réoccupant militairement l'Irian occidental; qui emploie des tactiques de coercition, de répression et d'intimidation en envoyant le porte-avions Karel Doorman dans les eaux indonésiennes. Ai-je besoin de poursuivre cette énumération?

98. En toute humilité, nous ne faisons que nous armer, parfois au prix de dures privations, pour protéger notre intégrité nationale contre les attaques et les mesures répressives d'une puissance coloniale, les Pays-Bas.

99. Nous avons donné maintes preuves de nos sentiments pacifiques, depuis 1954 jusqu'à 1957, année où



nous avons demandé l'appui des Nations Unies. Mais nos projets de résolution, encore qu'approuvés à une majorité substantielle, n'ont pas obtenu la majorité requise, les deux tiers des voix. Nous étions donc seuls pour affronter la violence et les entreprises subversives d'une puissance coloniale. Que devons-nous faire? Nous soumettre humblement aux caprices de la politique étrangère des Pays-Bas? Nous ne le pouvions pas, nous ne le ferons pas.

100. Les 90 millions d'habitants de l'Indonésie ont leur fierté nationale et le sentiment de leur dignité. Ils ont proclamé leur indépendance le 17 août 1945 et l'ont défendue dans une guerre sans merci. Si la guerre anticoloniale a pris fin en 1949, ce n'est que parce que nous espérions, que nous étions sûrs, à cette époque, que le problème qui restait encore à résoudre avec les Pays-Bas pouvait l'être dans un esprit de bonne volonté et d'une manière pacifique. Nous avons toujours espéré que les Pays-Bas considéreraient l'abandon de leur dernier territoire colonial d'Indonésie comme le moyen d'améliorer les rapports humains, et non comme un échec dans leur vie nationale.

101. Nous n'aurions jamais pu imaginer que l'Irian occidental — la partie la moins explorée et la moins exploitée de l'Indonésie avec 700 000 habitants seulement — créerait un tel problème que l'Indonésie dût prendre les armes pour achever son indépendance.

102. Je sais que l'Assemblée n'a, jusqu'ici, pas toujours pu empêcher une puissance coloniale de faire usage de sa supériorité militaire contre les peuples colonisés ou anciennement colonisés. En revanche, j'espère sincèrement que l'Assemblée ne dénoncera pas, en le qualifiant de violence, le geste des peuples colonisés ou anciennement colonisés qui recourent aux armes contre les forces arrogantes et agressives d'une puissance coloniale.

103. A l'heure actuelle, pour des raisons que j'ai déjà indiquées, les Pays-Bas sont disposés à abandonner leur pouvoir en Irian occidental. Si l'on met vraiment à profit l'heureuse atmosphère politique qui nous a conduits à cette étape et si l'on désire sincèrement de part et d'autre résoudre ce litige, je crois que nous pourrions toujours parvenir à une formule transactionnelle.

104. Malheureusement, ce n'est pas ce que l'on fait. Au contraire, les Pays-Bas cherchent à tirer parti de cette atmosphère propice pour faire la sourde oreille aux légitimes revendications de l'Indonésie, ce qui ne fait qu'envenimer les rapports entre nos deux pays.

105. D'ailleurs, même en admettant qu'un compromis avec l'Indonésie n'intéresse pas les Pays-Bas, ils ne se comportent pas en Irian occidental comme M. Luns a cherché à l'exposer devant l'Assemblée.

106. S'il semble qu'il y ait, aux Pays-Bas, un climat favorable à l'abandon du pouvoir en Irian occidental, il n'en demeure pas moins que le nombre des expulsés a subitement augmenté. Au cours de la discussion générale [1030ème séance], j'ai dit que le nombre des réfugiés est d'une centaine par mois.

107. Il me faut corriger ce chiffre; en rentrant chez moi, à Djakarta, au mois d'octobre dernier, je me suis arrêté à Singapour et j'y ai rencontré 1 100 réfugiés transportés par bateau de l'Irian occidental à Djakarta. Et un autre bateau, chargé de plus de 1 000 passagers, se dirige maintenant vers Djakarta. La campagne anti-indonésienne en Irian occidental s'étend de foyer

en foyer et s'accroît de jour en jour. Elle s'accompagne de violences physiques contre ceux qui osent élever la voix en faveur d'une réunion à la République d'Indonésie. Les autorités hollandaises hissent encore le prétendu drapeau national de l'Irian occidental et cherchent à lancer un hymne national, pour essayer de créer artificiellement les symboles de l'Irian occidental, Etat indépendant. Dans ce territoire, le hollandais a remplacé l'indonésien comme lingua franca.

108. Tels sont les faits réels, qui contrastent nettement avec les paroles mielleuses et conciliantes du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui nous dit que le peuple de l'Irian occidental aura toute liberté de s'associer à l'Indonésie.

109. Nous avons pensé que, si la population de l'Irian occidental avait ainsi liberté de choix, la campagne anti-indonésienne, l'expulsion de milliers d'habitants et la répression de ceux qui souhaitent l'association à la République d'Indonésie devraient au moins y prendre fin immédiatement. Lancer — je devrais même dire imposer — un prétendu drapeau national et un prétendu hymne national de l'Irian occidental, cela peut-il avoir un autre but que de préjuger, dans un sens trop évident, l'issue de ce prétendu choix?

110. Une fois de plus, je rappelle que, si les Pays-Bas recherchent un compromis avec l'Indonésie, s'ils veulent résoudre leur litige avec l'Indonésie, chacun devra faire des concessions. D'ores et déjà, je puis dire qu'un tel accord ne pourra pas se faire au prix d'une concession totale, soit de la part de l'Indonésie, soit de la part des Pays-Bas. Mais si nous sommes sincères de part et d'autre, je ne vois pas pourquoi nous ne trouverions pas une formule d'accord sur la question de l'autodétermination et celle de la compétence des Nations Unies.

111. Mais que se passe-t-il à l'heure actuelle? Le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a complètement passé l'Indonésie sous silence au cours de la discussion générale, à la 1016ème séance de l'Assemblée. Il a complètement passé l'Indonésie sous silence dans le projet de résolution qu'il a déposé. Hier, nous avons été sensibles à l'obligeance qu'il a manifestée à notre égard en parlant de l'Indonésie comme d'une nation qui s'intéresserait peut-être au problème de l'Irian occidental. Mais, étant donné l'attitude des Pays-Bas en Irian occidental, j'hésite même à croire sincère cette allusion rapide et tardive à l'Indonésie. Je crois plutôt qu'elle répond au désir de paraître raisonnable dans cette enceinte internationale pour y rallier quelques voix.

112. Nous pensions que le Gouvernement néerlandais aurait profité de cette atmosphère propice pour sonder les réactions de l'Indonésie. S'il ne pouvait pas le faire directement, un autre pays se serait certainement trouvé pour faire les premiers sondages. A cet égard, le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a trouvé un prétexte; je cite sa déclaration: "... Puisque l'Indonésie a rompu les relations diplomatiques avec les Pays-Bas et a même été jusqu'à refuser d'accepter la procédure normalement suivie en pareil cas, qui consiste à permettre à un pays tiers de représenter les intérêts néerlandais en Indonésie ..." [1049ème séance, par. 87].

113. C'est vrai, nous avons rompu les relations diplomatiques avec les Pays-Bas; quelques mois plus tard, après la tentative d'intimidation que représentait l'envoi du porte-avions Karel Doorman dans les eaux

territoriales indonésiennes, nous avons décidé qu'il était temps de faire disparaître nos restes de rapports avec les Pays-Bas.

114. En Indonésie, les esprits sont tellement échauffés que la nation tout entière commence à exiger que nous nous préparions à nous mesurer une dernière fois avec les Pays-Bas, pour la défense de l'intégrité de notre territoire. Il semble que les Pays-Bas ne cesseront jamais de harceler l'Indonésie, ne cesseront jamais de livrer l'Indonésie à la subversion, ne cesseront jamais d'humilier l'Indonésie, du moins tant qu'ils se sentiront militairement supérieurs à l'Indonésie.

115. La guerre coloniale de 1945-1949 semble ne pas avoir suffi aux Pays-Bas. La création d'un mouvement séparatiste, qui a connu son apogée lors de la création de la République des Moluques méridionales, ne paraît pas avoir mis le point final à l'hostilité néerlandaise à l'égard de l'Indonésie. Aujourd'hui, les Pays-Bas se préparent à jouer le dernier acte du drame Indonésie-Pays-Bas en retranchant l'Irian occidental du reste de l'Indonésie.

116. Je ne me propose pas d'examiner en détail, au point où en est le débat, le projet néerlandais de résolution. Mais, pour donner aux délégués qui n'ont pas assisté aux sessions de 1954 à 1957 une idée claire de la question, je vais me permettre de rappeler certains faits.

117. Tout d'abord, l'Indonésie ne revendique le territoire d'aucun autre peuple. Tous les Indonésiens auraient honte si leur lutte contre le colonialisme dégénérait en expansionnisme et les amenait à coloniser un autre peuple. Les Indonésiens, sous la conduite du président Soukarno, non seulement luttent pour leur propre indépendance nationale, mais, je puis le dire en toute modestie, contribuent sans relâche à la lutte des autres peuples d'Asie et d'Afrique pour l'indépendance.

118. L'Irian occidental, que les Hollandais appellent Nouvelle-Guinée occidentale, faisait partie des Indes orientales néerlandaises. C'est un fait historique. Constitutionnellement, les Pays-Bas eux-mêmes ont remplacé le nom "Indes orientales néerlandaises" par le nom "Indonésie", dans la Constitution du royaume des Pays-Bas.

119. On pourrait s'appuyer sur quantité de citations des déclarations officielles des Pays-Bas pour confirmer non seulement que l'Irian occidental fait partie intégrante de l'Indonésie, mais encore qu'il n'a jamais été question, au cours des pourparlers hollando-indonésiens qui ont abouti à un règlement pacifique<sup>7/</sup>, de séparer de l'Etat indonésien la "résidence" administrative d'Irian occidental. Pour ne mentionner que quelques sources, le Gouvernement néerlandais a déclaré officiellement, dans le rapport qu'il a adressé aux Nations Unies sur l'Indonésie pour les années 1948 et 1949:

"L'Indonésie se compose d'une série de groupes d'îles, dans la région équatoriale, s'étendant depuis le littoral asiatique jusqu'à l'Australie. Les principaux groupes d'îles sont: les grandes îles de la Sonde (Java et Madoura, Sumatra, Bornéo et Célèbes et quelques autres petites îles adjacentes), les petites îles de la Sonde (Bali, Lombok, Sumbawa, Florès, Timor, Sumba, Roti et quelques autres

petites îles), les Moluques et la Nouvelle-Guinée située à l'ouest du 141ème degré de longitude est<sup>8/</sup>."

120. De plus, M. H. J. van Mook, alors gouverneur général de l'Indonésie, a déclaré, lors d'une conférence réunie par les Pays-Bas à Den Pasar (Bali), en 1946, pour discuter la formation du sous-Etat d'Indonésie orientale, qu'il "n'était nullement dans l'intention (des Pays-Bas) d'exclure la Nouvelle-Guinée de l'Indonésie".

121. Ainsi, il n'y avait pas le moindre doute, pour les parties intéressées, que l'ensemble de l'Indonésie, y compris l'Irian occidental, constituerait le territoire du nouvel Etat indépendant d'Indonésie, ce qui est d'ailleurs tout à fait logique et naturel. Confirmant cet accord, M. van Roijen, représentant des Pays-Bas au Conseil de sécurité, a déclaré le 22 décembre 1948, alors que le Conseil discutait de l'indépendance de l'Indonésie:

"Comme je l'ai expliqué dès le début, il ne s'agit pas, en fait, de savoir si oui ou non l'Indonésie doit devenir indépendante. Toutes les parties s'accordent pour dire que ce qui constituait jadis les Indes orientales néerlandaises doit devenir un Etat indépendant aussitôt que possible<sup>9/</sup>."

122. Telle était en effet la base de l'accord conclu pour mettre fin à la guerre coloniale et reconnaître la création d'un nouvel Etat indépendant, l'Indonésie, qui comprendrait tout le territoire des anciennes Indes orientales néerlandaises.

123. Ainsi donc l'unité indonésienne a toujours été reconnue, malgré les différences ethniques et raciales de sa population, et par le Gouvernement néerlandais aussi. Dans son rapport officiel adressé aux Nations Unies, en 1948, au sujet de l'Indonésie, le Gouvernement néerlandais déclarait:

"Au point de vue racial, les populations indigènes peuvent être divisées en deux groupes: les Malais, à l'ouest, et les Papous, à l'est. Comme ces races se sont mélangées dans une grande mesure, elles ne sont pas séparées par des lignes de démarcation bien nettes<sup>10/</sup>."

124. Puis, en décembre 1948, M. van Roijen, représentant des Pays-Bas au Conseil de sécurité, a donné d'autres précisions:

"... la population de l'Indonésie se compose d'environ 17 groupes ethniques et linguistiques principaux, qui, à leur tour, comprennent un nombre encore plus élevé de sous-groupes ... La vie en commun sous la Couronne des Pays-Bas a fait naître un sens de la nationalité indonésienne et la volonté d'établir un Etat indonésien ...<sup>11/</sup>"

Ce qui n'est pas tout à fait exact, car, avant l'arrivée des Pays-Bas, il y avait un Etat encore plus grand, l'Empire de Çrividjaya, qui s'étendait vers l'est, depuis l'Afrique jusqu'à ce qui constitue actuellement

<sup>8/</sup> Territoires non autonomes, Résumés et analyses des renseignements transmis au Secrétaire général au cours de l'année 1948, publication des Nations Unies, No de vente: 49.VI.B.1, vol. I, p. 151.

<sup>9/</sup> Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, No 132, 388ème séance, p. 11.

<sup>10/</sup> Territoires non autonomes, Résumés et analyses des renseignements transmis au Secrétaire général au cours de l'année 1948, publication des Nations Unies, No de vente: 49.VI.B.1, vol. I, p. 152.

<sup>11/</sup> Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, No 132, 388ème séance, p. 19 et 20.

<sup>7/</sup> Conférence tenue à La Haye du 23 août au 2 novembre 1949.



l'Irian occidental, et même jusqu'à la partie orientale de l'île de Nouvelle-Guinée, et de la Thaïlande à l'océan indien.

125. Tous ces faits historiques sont bien connus de la plupart des membres de l'Assemblée, et hier encore [1049ème séance] le représentant de l'Arabie saoudite les a exposés de façon très lucide et très convaincante.

126. En fait, si l'on parle des groupes ethniques d'Asie sud-orientale, il y a aussi les groupements plus vastes: Mélanésiens à l'ouest et Polynésiens à l'est. Ces considérations de groupes raciaux n'ont bien entendu rien à voir avec l'indépendance de l'Indonésie qui nous intéresse ici. Ce qui compte, c'est que le peuple indonésien, à l'est comme à l'ouest, partout même, indépendamment de toutes les différences de races, constitue depuis des siècles une entité nationale et une nationalité indonésienne, comme les Pays-Bas eux-mêmes l'ont confirmé.

127. Après tout, je crois que la population de pratiquement tous les Etats nationaux est composée de divers groupes raciaux ou ethniques; en fait, on peut souvent y discerner des groupes raciaux très différents. Cela n'a rien d'étonnant, c'est dans l'ordre des choses.

128. C'est pourquoi les Pays-Bas agissent de façon mesquine et perverse en essayant de se servir des différences ethniques pour atteindre leurs objectifs politiques au détriment de l'Indonésie. Ils disent que les habitants de l'Irian occidental sont du type négrito, donc liés aux races d'Afrique, et devraient donc comme elles obtenir leur propre indépendance. Cette affirmation n'est pas seulement fausse; elle est très tendancieuse, sinon même insidieuse. Tout d'abord, on trouve les prétendus négritos d'Indonésie non seulement en Irian occidental, mais dans toute la partie orientale de l'Indonésie — les Moluques — et même dans des endroits isolés de Sumatra et de Java. Comme il était dit dans la déclaration officielle des Pays-Bas que j'ai déjà citée:

"Comme ces races se sont mélangées dans une très grande mesure, elles ne sont pas séparées par des lignes de démarcation bien nettes."

129. Si l'on veut tirer des arguments du facteur racial, il faudra noter que les Indonésiens ont d'étroits liens de race avec les habitants de la Malaisie et des Philippines. Nous parlons la même langue que la Fédération de Malaisie. Pourtant, je puis assurer l'Assemblée que l'Indonésie n'a jamais eu de revendication territoriale sur la Malaisie ou les Philippines. L'inverse est également vrai. Ce sont des Etats indépendants et souverains, et nous nous en réjouissons. Même dans la grande île de Bornéo (Kalimantan), dont le nord est territoire britannique, et dans la moitié de l'île de Timor, qui est portugaise, nous ne revendiquons aucun territoire. Nous ne considérons, en effet, comme l'Indonésie, comme le territoire indonésien, que l'ensemble du territoire de l'ancienne colonie des Indes orientales néerlandaises. C'est pourquoi nous ne revendiquons pas non plus la partie orientale de l'île de la Nouvelle-Guinée, qui est administrée par l'Australie.

130. L'Irian occidental, partie intégrante des anciennes Indes orientales néerlandaises, est évidemment territoire indonésien. Qualifier de revendication territoriale notre droit à l'Irian occidental est déformer de propos délibéré les faits et l'histoire, pour brouiller les cartes et justifier l'injustifiable occupation coloniale de ce territoire par les Pays-Bas.

131. Le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a proclamé très haut le droit du peuple de l'Irian occidental à disposer de lui-même. Mais ce n'est pas en criant très fort que l'on change les faits de l'histoire. Il a essayé de faire oublier que le peuple de l'Irian occidental avait déjà exercé son droit à l'autodétermination, non pas comme groupe ethnique, comme les Pays-Bas le voudraient, mais comme partie intégrante de la nation indonésienne, qui, en 1945, comptait 70 millions de citoyens.

132. M. Luns a également laissé entendre que les habitants de l'Irian occidental n'avaient jamais combattu le colonialisme néerlandais d'Indonésie ou ne s'étaient jamais associés à cette lutte. Voyons les faits. Pendant la période coloniale, c'est en Irian occidental que les Pays-Bas ont installé leur tristement fameux camp de concentration, Boven Digul, où ils reléguaient les chefs politiques de l'Indonésie. Des milliers de combattants de la liberté ont vécu, relégués et misérables, dans ce camp de concentration, et des centaines d'entre eux sont morts de maladie ou à la suite de mauvais traitements. C'est ainsi que le sang de nombreux combattants indonésiens de la liberté a baigné l'Irian occidental. La population de l'Irian occidental savait fort bien ce que signifiait la lutte pour l'indépendance indonésienne et elle était étroitement associée à ce combat.

133. Aussi, quand l'Indonésie a proclamé son indépendance en 1945, la population de l'Irian occidental a immédiatement et activement participé à la défense de la République. Des partis politiques locaux se sont créés, dirigés par les Irianais eux-mêmes, comme le Partai Kemerdekaan Indonesia Irian (Parti irianais de l'Indonésie indépendante), dirigé par Silas Paparé. Mais, quand les forces néerlandaises ont réoccupé l'Irian occidental, la liberté politique a disparu et les dirigeants politiques ont été emprisonnés ou chassés du territoire.

134. Le peuple de l'Irian occidental n'a jamais voulu être séparé de l'Indonésie. Quand la Conférence patronnée par les Pays-Bas allait se réunir en 1946 à Den Pasar (Bali), sous la présidence de M. van Mook, alors lieutenant-gouverneur, ceux des dirigeants politiques qui se trouvaient encore là ont réclamé, le 12 décembre 1946, par un message aux autorités néerlandaises: premièrement, que l'Irian occidental ne soit pas exclu de la Fédération indonésienne et reste partie intégrante de l'Indonésie; deuxièmement, qu'un groupe représentatif de l'Irian occidental soit autorisé à se rendre à la Conférence de Den Pasar; troisièmement, que l'Irian occidental ne soit pas recolonisé. Ce message était signé de MM. C. M. Kré, M. Indey et N. Jouwé, tous habitants de l'Irian occidental. En fait, M. Indey est maintenant membre de la délégation néerlandaise dont il est le conseiller pour le présent débat.

135. Nous sommes heureux, à ce propos, de voir que les Pays-Bas ont amené ici des personnalités de l'Irian occidental et nous espérons, puisque nous en avons aussi dans notre propre délégation, que les uns et les autres seront autorisés à causer ensemble, à siéger ensemble, à sortir ensemble. Nous espérons que la délégation néerlandaise donnera pleine liberté à ces Irianais de rencontrer leurs compatriotes ici, à New York, sans cerbère, sans être surveillés par les Hollandais. Je dis cela parce que, malheureusement, quand ces délégués se sont rencontrés par hasard dans un restaurant et ont commencé à causer en amis, le cerbère hollandais a immédiatement payé

l'addition sans même laisser finir leur repas aux Irianiens de la délégation néerlandaise. On ne voulait pas que ces Irianiens puissent se rencontrer, même s'ils venaient du même village. En ce qui nous concerne, nous permettons aux Irianiens qui font partie de la délégation néerlandaise de prendre contact avec ceux de notre propre délégation. Nous sommes tout prêts à autoriser les Irianiens de la délégation néerlandaise d'essayer de convaincre ceux qui font partie de notre propre délégation qu'ils doivent ou devenir un peuple indépendant ou faire partie des Pays-Bas. Nous voulons la liberté de contact et de mouvement entre les Irianiens des deux délégations, d'autant plus qu'ils viennent des mêmes villages.

136. Je pourrais mentionner bien d'autres exemples d'opinions exprimées en Irian occidental en faveur du maintien de l'Irian dans la République d'Indonésie, et cela malgré les efforts non dissimulés que les Hollandais faisaient pour maintenir indéfiniment leur domination sur l'Irian occidental, tout particulièrement à la veille de la Conférence de la table ronde de La Haye, au second semestre de 1949. Je donnerai tous ces exemples en temps utile, s'il y a lieu.

137. Les dirigeants qui, dans le passé et récemment encore, ont été emprisonnés en Irian occidental, et notamment ceux qui ont été relégués dans le camp de concentration de Boven Digul — lequel existe toujours — pourraient aussi faire bien des révélations qui réfuteraient les allégations de M. Luns, selon lesquelles le peuple d'Irian occidental n'a jamais exprimé son désir de liberté. Cette allégation est, en fait, une insulte à l'intelligence et à la dignité du peuple de l'Irian occidental, et nous ne saurions l'accepter.

138. Il n'est toutefois pas surprenant d'entendre de telles déclarations de la part du porte-parole du Gouvernement néerlandais. Ce gouvernement n'a jamais accepté que des peuples qu'il préfère considérer comme retardés et non civilisés puissent exprimer leur désir de liberté. De telles déclarations de la part des gouvernements coloniaux sont aussi familières à mes amis d'Asie et d'Afrique qu'à nous-mêmes.

139. Pour toutes ces raisons, nous devons rejeter sans réserve le projet néerlandais tel qu'il se présente actuellement. Nous constatons que le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, au lieu de chercher une formule de compromis, tient à exploiter le mieux possible l'atmosphère propice qu'il y a dans son pays pour mettre la dernière touche à son hostilité envers l'Indonésie en séparant, sous le masque du généreux bienfaiteur qui dispense l'indépendance à des peuples coloniaux, le territoire de l'Irian occidental du reste de l'Indonésie.

140. Subitement, le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas déclare solennellement que les Pays-Bas ont la mission sacrée d'accorder la souveraineté à la population locale de l'Irian occidental et qu'il leur faut irrévocablement accomplir cette mission. Nous, qui avons récemment obtenu notre indépendance, nous connaissons très bien ce mythe de la "mission sacrée" des puissances coloniales. Le résultat de cette "mission sacrée" des Pays-Bas en Indonésie, au cours de 300 ans de domination sur les vastes empires autrefois prospères de Çrividjaya et de Majapahit, le voici: quand les Pays-Bas ont quitté l'Indonésie, il n'y avait que 500 médecins, 200 avocats et 50 ingénieurs diplômés, pour une population de 70 millions d'habitants.

141. Quelle différence, maintenant qu'il y a une administration nationale! Avant la guerre, 750 000 enfants allaient à l'école primaire. Maintenant, ils sont environ 11 millions. Nous avons 11 universités, qui reçoivent 50 000 étudiants, comparés aux 200 étudiants d'avant la guerre. Et même maintenant, que font les Pays-Bas pour la population de l'Irian occidental? Au cours des 10 dernières années, il n'y a pas eu plus de trois étudiants de ce territoire qui aient réussi à accéder au niveau universitaire, alors que, même parmi les réfugiés d'Irian occidental qui viennent dans notre pays, il y a plus d'une douzaine d'étudiants d'université.

142. C'est dans ces possibilités d'épanouissement de la nature et de la dignité humaines que réside la différence essentielle entre une société nationale libre et une société coloniale. Cela nous pousse encore davantage à vouloir libérer le peuple de l'Irian occidental de cette injustice, de cette tragédie humaine.

143. Pour l'Indonésie, une chose au moins est claire: si les Pays-Bas font de la séparation de l'Irian occidental un fait accompli, s'ils proclament l'indépendance de ce territoire comme ils ont proclamé la République des Moluques méridionales, nous serons contraints de nous servir de tous les moyens dont nous disposerons pour rendre nulle une telle proclamation, même si cela signifie qu'il nous faut faire la guerre aux Pays-Bas. Tous les pays feraient de même. A la proclamation de l'indépendance d'une partie intégrante de notre territoire national, à l'instigation d'une puissance étrangère, nous répondrons par la force.

144. C'est parce que certains essaient d'abuser ainsi de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale qu'il y a à l'heure actuelle des troubles en Asie et en Afrique. Dès que, dans ces régions, des dissensions se produisent entre certains groupes, les puissances étrangères, et en particulier les anciennes puissances coloniales, cherchent toujours à favoriser les mouvements séparatistes. A vrai dire, il n'est pas difficile de créer ou de favoriser le séparatisme après plus de 10 ans d'occupation militaire. Ce n'est pas un phénomène limité aux pays d'Asie ou d'Afrique. Nous l'avons vu se produire également dans l'Europe occupée par les nazis, en application de la maxime: "Diviser pour régner". Je connais fort bien les Pays-Bas; et, si l'Indonésie avait la possibilité d'occuper ce pays pendant 10 ans, je puis assurer l'Assemblée qu'il ne nous serait pas difficile d'y créer trois Etats indépendants en employant la résolution 1514 (XV), mais en en déformant le sens. Même à l'heure actuelle, il y a dans certains pays d'Europe des tendances favorables à la sécession et au séparatisme. Toutefois, les puissances étrangères n'ont pas, d'une manière générale, exploité ces dissensions. Dans ces conditions, c'est véritablement un crime et une honte que les puissances coloniales puissent s'abuser de la résolution 1514 (XV) que lorsqu'il s'agit de nations d'Asie et d'Afrique. Ces nations ont déjà à faire face à bien des difficultés pour reconstruire et rebâtir leur pays. Si elles sont forcées par surcroît de faire face à la politique de séparatisme des puissances coloniales, les difficultés se multiplient alors — jusqu'à devenir peut-être impossibles à maîtriser.

145. En Indonésie, nous sommes décidés à relever ce défi — en employant de préférence des moyens pacifiques, des contacts directs ou la médiation directe de l'ONU. Si cela n'est pas possible, j'ose espérer que l'Assemblée ne privera pas les pays colonisés ou anciennement colonisés de leur droit d'user de tous



les moyens dont ils disposent pour parfaire leur indépendance. Je ne demande pas ici aux Pays-Bas de faire preuve envers l'Indonésie d'une générosité qu'il ne lui ont jamais témoignée dans le passé. Ce qui a toujours, en effet, caractérisé leur politique, c'est une étroitesse de vues et une mesquinerie qui ont coûté à l'Indonésie, de 1945 à nos jours, plus d'un demi-million de vies humaines et d'indicibles souffrances. Ce que je veux, c'est faire appel au bon sens des Pays-Bas, ne serait-ce que dans leur propre intérêt national. Ne poussez pas trop loin votre haine de l'Indonésie, car nous avons notre fierté nationale. Et nous avons certainement les moyens, plus puissants qu'en 1945, de nous opposer à toute politique agressive et provocatrice de la part des Pays-Bas.

146. Pour terminer, je veux aussi m'adresser à mes collègues de l'Assemblée, et tout particulièrement à ceux des pays d'Asie et d'Afrique qui viennent, tout comme l'Indonésie, de recouvrer leur indépendance et leur souveraineté. On sait que l'Indonésie est un champion tenace de la lutte pour l'indépendance — dans quelque partie du monde qu'elle se déroule — et cela parfois au détriment de ses intérêts nationaux immédiats. Nous pouvons dire, en toute modestie, que nous avons apporté notre part à la lutte qui doit mettre fin au colonialisme. La lutte pour l'indépendance qui s'est déroulée en Asie a eu de profondes répercussions sur la lutte anticolonialiste qui se déroule en Afrique et a été pour elle un appui. Réciproquement, la lutte farouche et héroïque que les peuples africains et leurs dirigeants mènent pour l'indépendance nous aidera à éliminer le colonialisme, une fois pour toutes, de l'Asie.

147. Dans cette lutte commune contre le colonialisme, nous n'avons pas été divisés dans le passé; nous ne le serons pas dans l'avenir. Ce n'est qu'avec ce sentiment d'être unis, et la détermination de le rester,

que nous nous avancerons dans notre énorme tâche: reconstruire, rebâtir, consolider notre nationalité. Quelles que puissent être les différences de nos conceptions particulières de politique intérieure ou extérieure, ne tombons pas dans les pièges de la politique coloniale de "Diviser pour régner". Nous devons encore faire face, même après avoir atteint l'indépendance, à des tentatives dangereuses de pénétration et de subversion venues de l'extérieur, sous l'étiquette politique, économique ou militaire. Et nous ne pouvons en avoir raison qu'en faisant efficacement échec à la politique de "Diviser pour régner".

148. L'Assemblée tout entière a, dans ce problème de l'Irian occidental, une lourde responsabilité. Il ne s'agit pas d'un problème de décolonisation, comme voudraient le faire croire les Pays-Bas, mais bel et bien d'un différend entre deux Etats souverains, l'Indonésie et les Pays-Bas. Si l'Assemblée adopte le projet néerlandais [A/L.354], elle légitimera l'emploi de la force par la puissance coloniale pour réoccuper une partie de l'Indonésie; elle légitimera aussi par conséquent le droit de l'Indonésie à rejeter par la force les Pays-Bas de l'Irian occidental — donc, la guerre entre deux Etats souverains. Ce n'est pas une menace; ce n'est pas non plus un cliquetis de sabre. Mais tels sont les faits, telle est la conclusion à laquelle ils pourraient mener.

149. En vérité, les Indonésiens sont las de la guerre. Ils continuent à souffrir des séquelles de la guerre. Rien n'est plus cher à leur cœur que de vivre et de travailler dans la paix. Mais si une guerre coloniale nous est imposée, si nous n'avons pas d'autre choix que de reprendre les armes pour parfaire notre indépendance, nous ne reculerons pas devant cette responsabilité.

*La séance est levée à 17 h 50.*